

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 februari 1999;

Gelet op het protocol van 1 maart 1999 van Sectorcomité IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, in gemeenschappelijke zitting;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 februari 1999 over de vraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van één maand moet worden gegeven;

Gelet op het advies van de Raad van States, gegeven op 22 maart 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5, § 10, van het besluit van 27 december 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijndotaties in het onderwijs voor de sociale promotie, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 september 1997, worden de woorden « met uitzondering van de lestijden bestemd voor de cursussen tot begeleiding van de stages » ingevoegd tussen de woorden « in §§ 2, » en « 3, 3bis en 3quater ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 3398

[C — 99/29411]

17 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 28;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 1999;

Vu les protocoles de négociation du Comité du secteur IX du 1^{er} mars 1999 et du Comité des Services publics provinciaux et locaux – section II du 1^{er} mars 1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 1999, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'urgence motivée par le fait que le décret du 30 juin 1998, en son article 28, donne pouvoir au Gouvernement d'arrêter les modalités selon lesquelles les membres du personnel des établissements de l'enseignement secondaire bénéficient gratuitement d'une assistance en justice et d'une assistance psychologique d'urgence pour toute agression subie dans le cadre de leur service ou en relation directe avec celui-ci;

Vu les demandes pressantes d'assistance en justice et psychologique d'urgence faites par les membres du personnel de l'enseignement secondaire, en application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998;

Vu qu'il convient de prendre dans les plus brefs délais les mesures nécessaires pour répondre à ces demandes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1, 1° des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire ou spécial, de plein exercice et à horaire réduit, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « agression » : toute atteinte physique et/ou psychologique contre la personne d'un membre du personnel visé à l'article 1^{er} ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par toute autre personne, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'agression est en relation directe avec le service;

2° « assistance en justice » : la prise en charge partielle ou totale des honoraires et des frais d'avocat et de procédure;

3° « assistance psychologique d'urgence » : l'assistance limitée dans le temps avec un maximum de 12 séances d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'une agression.

Cette assistance psychologique d'urgence est réservée aux atteintes contre la personne;

4° « prestataire de l'assistance » : personne qui fournit à la victime de l'agression l'assistance en justice ou psychologique d'urgence visée par le présent arrêté.

5° « service concerné » : Service général des Affaires générales du Secrétariat général.

Art. 3. L'assistance en justice et l'assistance psychologique d'urgence telles que définies à l'article 2 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé une plainte auprès des autorités judiciaires.

Art. 4. § 1^{er}. Sauf cas de force majeure dûment justifié, la victime d'une agression introduit la demande d'assistance en justice et/ou psychologique, par recommandé avec accusé de réception, dans les 8 jours ouvrables de la survenance des faits, auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire qui vérifie si les conditions du présent arrêté sont remplies. Dans le même délai, elle envoie également par recommandé avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements organisés par la Communauté française ou à son pouvoir organisateur pour les établissements subventionnés.

La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'agression.

Le chef de l'établissement ou le pouvoir organisateur, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'enseignement obligatoire, dans les 3 jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée à l'alinéa 1^{er} et transmet à la victime copie de son avis dans les mêmes délais.

§ 2. Lorsque l'agression a été commise à l'extérieur de l'établissement scolaire, la demande d'assistance en justice ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'agression ait pu être identifié.

§ 3. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 8 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, par la Direction générale de l'enseignement obligatoire. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'enseignement obligatoire, un recours auprès du Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions, par lettre recommandée dans les 10 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Art. 5. La gestion de l'assistance en justice et de l'assistance psychologique d'urgence relève de la compétence du service concerné.

La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique est limitée, par sinistre, à BEF 150 000.

A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la victime peut être autorisée à dépasser le seuil prévu à l'alinéa 2 du présent article. La demande doit être introduite auprès du service concerné.

Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à intervention.

Le service concerné est seul habilité à apprécier les états de frais et d'honoraires visés aux alinéas 2 et 3 et se réserve le droit de refuser ou d'interrompre son intervention :

- lorsqu'il estime que la thèse de la victime n'est pas défendable;
- lorsqu'il juge que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;
- lorsqu'il estime qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires, pour lesquels le service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent, sont pris en charge conformément au présent arrêté dans l'hypothèse où la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du service concerné visée à l'alinéa 3 est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20 jours ouvrables, à dater de sa réception.

Art. 6. Dans le cadre des assistances en justice ou psychologique d'urgence, le membre du personnel communique au service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, toutes citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

Art. 7. Le membre du personnel recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le service concerné lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique au service concerné le(s) nom(s) du (des) prestataire(s) de son choix qui prend (prennent) en charge son dossier.

Art. 8. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques d'urgence sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné.

Art. 9. Les membres du personnel ayant subi une agression au plus tôt le 1^{er} septembre 1998 peuvent obtenir le bénéfice de l'assistance en justice et/ou psychologique d'urgence selon les conditions prévues par le présent arrêté, pour autant qu'ils introduisent leur demande dans le mois qui suit la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. La Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 3398

[C — 99/29411]

17 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 1999;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van het Sectorcomité IX van 1 maart 1999 en het Comité van de Provinciale en Locale Overheidsdiensten-afdeling II van 1 maart 1999;

Gelet op de beraadslaging van 8 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat door de Raad van State binnen een maand moet uitgebracht worden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door het feit dat het decreet van 30 juni 1998, in zijn artikel 28, de Regering machtigt de voorwaarden vast te stellen voor de personeelsleden van de inrichtingen voor secundair onderwijs gratis een rechtsbijstand en een psychologische hulpverlening bij dringende noodzaak genieten ter gelegenheid van elke aanranding waarvan zij het slachtoffer zijn in het kader van hun dienstprestatie of die er rechtstreeks verband mee houden;

Gelet op de uitdrukkelijke verzoeken om rechtsbijstand en psychologische hulpverlening bij dringende noodzaak dat herhaaldelijk ingediend werden door de personeelsleden van het secundair onderwijs, in toepassing van artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998;

Gelet op het feit dat het past de nodige maatregelen onverwijld te treffen om op dit verzoek in te gaan;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 3 mei 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1,1° van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid het Onderwijs behoort;

Na beraadslaging op 17 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon of buitengewoon secundair onderwijs, met volledig leerplan en met beperkt leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder :

1° « aanranding » : elke lichamelijke en/of psychologische aanslag op de persoon van een personeelslid bedoeld bij artikel 1 alsook elke beschadiging van het bezit van dat lid die toegebracht werd ofwel door een leerling, ofwel door een derde op zijn aanzetting of met zijn medeplichtigheid, ofwel door een familielid van de leerling of door iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstprestatie van het personeelslid of in rechtstreeks verband ermee, ofwel door gelijk welke andere persoon, voor zover dat het slachtoffer bewijzen kan dat de aanranding rechtstreeks verband houdt met de dienstprestatie;

2° « rechtsbijstand » : de gedeeltelijke of volledige tenlasteneming van de honoraria en de kosten van de advocaat en de procedurekosten;

3° « psychologische hulpverlening bij dringende noodzaak » : de in de tijd beperkte hulpverlening met een maximum van 12 behandelingen door een psycholoog en/of een psychiater, teneinde onmiddellijk hulp te bieden aan het slachtoffer van een aanranding.

Deze psychologische hulpverlening bij dringende noodzaak is voorbehouden voor de aanslagen op de persoon;

4° « prestatieplichtige van de hulpverlening » : de persoon die aan het slachtoffer van de aanranding de bij dit besluit bedoelde rechtsbijstand of psychologische hulpverlening bij dringende noodzaak bezorgt.

5° « betrokken dienst » : Algemene Dienst voor Algemene Aangelegenheden van het Algemeen Secretariaat.

Art. 3. De rechtsbijstand en de psychologische hulpverlening bij dringende noodzaak zoals bepaald bij artikel 2 worden slechts toegekend voor zover het slachtoffer bij de gerechtelijke machten klacht heeft neergelegd.

Art. 4. § 1. Behoudens in geval van overmacht behoorlijk verantwoord dient het slachtoffer van een aanranding binnen de 8 werkdagen tijdens welke de feiten zich hebben voorgedaan het verzoek om rechtsbijstand en/of psychologische hulpverlening in per aangetekende brief met bewijs van ontvangst bij de Directie voor verplicht onderwijs die nagaat of de voorwaarden van dit besluit vervuld zijn. Binnen dezelfde termijn stuurt zij eveneens per aangetekende brief met bewijs van ontvangst een afschrift van het verzoek naar het inrichtingshoofd voor de inrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of naar haar inrichtende macht voor de gesubsidieerde inrichtingen.

Op het verzoek staan in de mate van het mogelijke de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de aanranding vermeld.

Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht, naargelang van het geval, waarvan het slachtoffer afhangt, geeft zijn advies te kennen aan de Algemene Directie voor het verplicht onderwijs binnen de 3 werkdagen die volgen op de ontvangst van het afschrift bedoeld bij lid 1 en laat binnen dezelfde termijn aan het slachtoffer afschrift worden van zijn advies.

§ 2. Wanneer de aanranding buiten de onderwijsinrichting werd gepleegd wordt het verzoek om rechtsbijstand slechts in aanmerking genomen voor zover dat de pleger van de aanranding kon erkend worden.

§ 3. De beslissing tot toekenning van hulpverlening wordt door de Algemene Directie voor het verplicht onderwijs genomen binnen de 8 werkdagen die volgen op de ontvangst van het bij § 1, lid 1 bedoeld verzoek. Bij wijgering kan het personeelslid of, in geval van behoorlijk verantwoorde overmacht, zijn gemachtigde per aangetekende brief binnen de 10 werkdagen die volgen op de kennisgeving van de weigering van de toekenning van hulpverlening via de Algemene Directie voor het verplicht onderwijs een beroep instellen bij de Minister tot wiens bevoegdheid het verplicht onderwijs behoort.

Art. 5. Het beheer van de rechtsbijstand en de psychologische hulpverlening bij dringende noodzaak hangt af van de bevoegdheid van de betrokken dienst.

De tenlasteneming van de honoraria en de kosten van de advocaat, de kosten voor de procedure en de psychologische en/of psychiatrische consultatie wordt per schade tot 150.000 BF beperkt.

Uitzonderlijk op behoorlijk gemotiveerd verzoek, kan het slachtoffer toelating krijgen de grens bepaald bij lid 2 van dit artikel te overschrijden. Het verzoek moet bij de betrokken dienst ingediend worden.

De volledig of gedeeltelijk terugbetaalde of ten laste genomen kosten, ofwel krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling, ofwel krachtens een verzekeringspolis die het slachtoffer of gelijk welke derde had aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming

Alleen de betrokken dienst is ertoe gemachtigd de kostenstaten en de honoraria bedoeld bij de leden 2 en 3 te beoordelen en houdt zich het recht voor zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken :

- wanneer hij van oordeel is dat de thesis van het slachtoffer niet verdedigbaar is;
- wanneer hij van oordeel is dat het compromisvoorstel door een derde gedaan billijk en betrouwbaar is;
- wanneer hij van oordeel is dat een verhaal tegen een gevelde gerechtelijke beslissing geen werkelijke kans op slagen maakt.

De kosten of honoraria waarvoor de betrokken dienst zijn tegemoetkoming geweigerd of onderbroken heeft in toepassing van vorig lid worden evenwel ten laste genomen overeenkomstig dit besluit in de veronderstelling dat het slachtoffer de zaak wint via een definitieve beslissing waartegen er geen gewoon of buitengewoon verhaal kan aangetekend worden.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst bedoeld bij lid 3 kan er binnen een termijn van 20 werkdagen beroep ingesteld worden vanaf de ontvangst ervan bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren.

Art. 6. In het kader van de rechtsbijstanden of van psychologische hulpverleningen bij dringende noodzaak bezorgt het personeelslid aan de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van zijn uitgaven. Daartoe worden onder meer alle oproepingen, dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke akten doorgestuurd binnen de 10 werkdagen die volgen op hun afgifte of betekening.

Art. 7. Het personeelslid wendt zicht tot de prestatieplichtige voor hulpverlening die hij vrij gekozen heeft.

Desgevallend bezorgt de betrokken dienst hem op zijn verzoek en ter inlichting een lijst van prestatieplichtigen die hij na een aanranding kan aanspreken.

Het slachtoffer deelt aan de betrokken dienst de naam (namen) van de prestatieplichtige(n) die hij gekozen heeft en die zijn dossier behandelt (behandelen).

Art. 8. De kredieten die nodig zijn om de uitgaven te dekken die voortvloeien uit de rechtsbijstanden en de psychologische hulpverleningen bij dringende noodzaak worden op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken in het kader van de aan de betrokken dienst toegewezen kredieten.

Art. 9. De personeelsleden die ten vroegste op 1 september 1998 slachtoffer zijn geweest van een aanranding kunnen de rechtsbijstand of de psychologische hulpverlening bij dringende noodzaak krijgen volgens de voorwaarden voorzien bij dit besluit, voor zover zij hun aanvraag indienen binnen de maand die volgt op de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister-Voorzitzer tot wier bevoegdheid het Onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitzer van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 3399

[99/29337]

17 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française, et fixant les vacances et congés pour l'année scolaire 1999-2000

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20bis de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré y introduit par le décret du 13 juillet 1998;

Vu l'article 8 de la loi du 19 juillet 1971 relatif à la structure de l'enseignement secondaire remplacé par le décret du 13 juillet 1998;

Vu l'article 14 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'Enseignement maternel et primaire ordinaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 1999;